

Les bombes atomiques sont-elles des armes militaires ?

Yves Lenoir, ETB, 24 juillet 2021 à Cherbourg

Préambule

Les bombes atomiques sont-elles des armes militaires ? Question bien téméraire, considérée l'idée commune que, oui, elles font partie des arsenaux, que leur déploiement a été théorisé, financé et sans cesse perfectionné depuis bientôt trois-quarts de siècle. Des doctrines d'emploi ont été imaginées, détaillées et les moyens de leurs applications préparés. Poser une telle question tient donc de l'oxymoron, sinon d'une fausse naïveté de l'auteur en vue de montrer que décidément, bien évidemment ces bombes sont des armes, et des armes de nature militaire, c'est-à-dire destinées à être utilisées durant des conflits entre Etats.

Pourtant force est de remarquer qu'elles ne conviennent guère, ni pour engager les combats, ni pour les poursuivre, et encore moins, peut-être, en garantir l'issue. Ce sont ces trois limitations pour le moins « limitantes » qu'il nous faut argumenter.

Avant tout, la bombe atomique s'inscrit dans l'histoire des sciences et dans l'histoire tout court, où elle n'a cessé de jouer un rôle pesant, bien avant les bombardements de Hiroshima et Nagasaki, dès après que l'idée en a germé. Un rappel historique s'impose.

Genèse du désir de bombe atomique

Les propriétés radioactives du polonium et du radium, révélées par les expériences de Pierre, Jacques et Marie Curie en 1898, ont plongé les chimistes et physiciens dans la stupeur. Le radium est lumineux par lui-même, le radium est producteur de chaleur. Il fait fondre la glace, indéfiniment, violant ainsi une loi physique jamais prise en défaut : le premier principe de la Thermodynamique. Lorsque l'énergie produite mise en regard de la période radioactive de l'élément radium fut évaluée, la stupeur céda le pas aux spéculations et aux rêves : ainsi que l'écrivaient en 1902 les deux physiciens anglais Ernest Rutherford et Kenneth Soddy, « *la radioactivité se situe en dehors de toutes les forces contrôlables connues... L'énergie d'une transformation radioactive doit être de vingt mille à peut-être un million de fois plus grande que celle de toute transformation moléculaire* ». Remarque que le philosophe et historien Henry Adams traduisit en termes prospectifs l'année suivante : « *Encore un siècle ou un demi-siècle ne sera pas nécessaire pour mettre sens dessus-dessous la pensée. Le droit, dans ce cas, disparaîtrait en tant que théorie ou principe a priori, et céderait la place à la force. Les explosifs atteindraient une puissance cosmique* ». Le rêve d'Henry Adams, de la grande famille qui donna deux présidents aux Etats-Unis, était un cauchemar. Pour les chimistes et les physiciens il prit la forme d'un programme : percer à jour les mécanismes atomiques afin de contrôler ou libérer en une fraction de seconde l'énergie formidable que Dame-Nature distribue au compte-gouttes.

Deux ans plus tard, en juin-juillet 1905, Henri Poincaré, puis Albert Einstein, remirent la Physique sur pied en établissant la Théorie de la Relativité Restreinte et l'équivalence entre masse et énergie. Autant dire que l'énormité quasi inimaginable du rapport entre énergie produite et matière « consommée » – le carré de la vitesse de la lumière dans le vide – galvanisa nos savants. Le jeu en valait largement la chandelle !

Telle fut la grande entreprise scientifique mondiale des quarante années suivantes : libérer à volonté l'énergie atomique. Physiciens et chimistes échangeaient intensément, les publications jalonnaient les découvertes et les progrès de cette conquête du Graal. De grandes entreprises finançaient largement les congrès et conférences. Cependant, rares étaient les hommes politiques et les militaires qui s'intéressaient à la question. Aucun militaire et un seul homme

politique, Winston Churchill. Ce dernier, persuadé de l'importance de la science, se faisait tenir au courant de ses avancées par son conseiller scientifique et ami, Frederick Alexander Lindemann, Vicomte de Cherwell. Dès 1910, Lindemann lui expliqua les enjeux concrets des recherches en physique, dont le tout premier était la bombe atomique.

Tournant historique : le conflit mondial 1939-1945

Coïncidence de grande portée : la découverte de fissions en chaîne dans l' U_{235} a lieu juste avant le début des hostilités. Tous les physiciens atomiques en sont informés et en mesurent immédiatement la portée. Ainsi, Frédéric Joliot dépose *illico* cinq brevets, dont ceux portant sur l'enrichissement de l'uranium, un réacteur modéré à l'eau lourde et un mécanisme de bombe atomique. Puis il émigre au Canada avec son équipe pour se consacrer à la réalisation du réacteur atomique à eau lourde de Chalk River.

Les politiques comprennent enfin le potentiel destructeur que leur offre la fission de l'atome. Mais peu de pays sont en mesure d'accélérer les recherches et lancer un programme industriel d'envergure. La France est vaincue. Repousser les assauts de la Luftwaffe mobilise tous les moyens techniques et industriels de l'Angleterre ; la priorité n'est pas la bombe mais le perfectionnement du radar et la neutralisation des sous-marins de la Kriegsmarine. En Allemagne Werner Heisenberg et Carl-Friedrich von Weizsäcker traînent des pieds pour donner la bombe à Hitler, ce que les Alliés ne découvriront par défaut de traces de radioactivité artificielle dans l'environnement que quelques semaines avant la capitulation¹. L'Italie n'a pas le tissu industriel suffisant. La recherche nucléaire soviétique est à la traîne, et c'est encore plus vrai de celle du Japon.

La suite est connue. Pragmatique, l'Administration américaine instaure un secret absolu sur l'existence et la finalité d'un gigantesque programme atomique, doublé après la découverte d'un second élément fissile, le plutonium. L'ère de la *Big Science*, totalement assujettie à et contrôlée par l'Etat trouve là son origine, dans le creuset d'une guerre mondiale.

Chacun notera que toute cette affaire est exclusivement traitée par des scientifiques, les meilleurs de leur temps, et un cénacle très restreint de décideurs. Le cloisonnement est strict. Aucun des industriels contractés n'aura jusqu'à la fin des hostilités la moindre idée de la destination des matériaux, équipements et dispositifs qu'il livre au *Manhattan Project*.

L'implication des physiciens dans les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki

Les guerres sont devenues de véritables boucheries après l'invention et la généralisation des armes à tir rapide et des canons à longue portée. Deux jalons : la Guerre de Sécession et la bataille de Solferino. Cette dernière a motivé la fondation de la Croix Rouge par le suisse Henri Dunant, afin que les blessés ne soient pas laissés sans soins sur le champ de bataille. La Guerre de 1914-1918 a ensuite marqué une rupture complète : la puissance de feu réunie par les belligérants couplée à un réapprovisionnement intensif par chemin de fer a conduit à ce que la durée des batailles passe d'un jour à plusieurs mois, avec pour conséquence une hécatombe irrépressible parmi les troupes.

Cependant, les populations civiles restaient globalement épargnées. Les clauses du Traité de Westphalie de 1648 qui a mis fin à la longue guerre civile européenne de Trente ans étaient dans leur ensemble respectées, sauf à noter les tentatives allemandes de terroriser la population parisienne avec quelques dizaines de tirs de canons à très longue portée.

Une deuxième rupture est intervenue durant la Guerre d'Espagne, illustrant l'application

¹ La finalité du projet de bombe atomique – faire pièce à un équivalent fabriqué par les Allemands – se révélait sans fondement. Que faire des bombes en cours de fabrication ? C'est à cette époque, au début du printemps 1945, que l'objectif Japon fut substitué à l'objectif Allemagne, sans le motif de contrer une quelconque menace atomique nipponne... le crime de guerre était dès lors constitué en intention. Il n'a jamais été porté devant une cour de justice, ce qui a ouvert le champ des justifications *ex post*, dont aucune ne résiste à l'examen des archives, tant japonaises qu'américaines. La force du vainqueur prime sur le droit du vaincu.

concrète de la guerre civile entre classes préconisée par Karl Marx dans *Le Manifeste du parti Communiste*. Trois ingrédients décisifs : 1. les questions sociales se ramène à une opposition binaire entre exploités laborieux et exploiters oisifs et rapaces ; 2. aucune demi-mesure n'est acceptable, ce qui implique la fin de toute vie politique au sein de la société des hommes ; 3. le projet est universel et sera porté par l'Internationale socialiste. Les enjeux apparaissent si considérables, et les fins désirables, que l'élimination de tout ce qui ressemble à un adversaire idéologique est indispensable et justifié. La notion de population civile extérieure au conflit est caduque. Chacun est sommé de choisir son camp... et à chaque camp de trouver des alliés, ici l'Italie fasciste et l'Allemagne nazi, là l'URSS (le Komintern) et les Brigades internationales. Ce schéma reproduit *grosso modo* celui de la Guerre de Trente Ans, et on en retrouve aujourd'hui des avatars assez obscènes en Syrie et en Libye. La parenthèse ouverte en 1648 s'est refermée moins de trois siècles plus tard en 1936 et l'est restée depuis.

Les verrous ont sauté. Aux yeux des politiciens et des stratèges, toute la population allemande est nazi et cela justifie la destruction systématique des cités du Reich (92 entre 1943 et 1945) ; idem, toute la population japonaise est comptable des exactions épouvantables perpétrées par l'Armée impériale et 66 villes seront détruites dont Tokyo, en deux raids : le 10 mars 1945 (1 700 tonnes de bombes incendiaires anéantirent une surface de 30 km² où le gigantesque incendie transformé en tornade de feu causa la mort de plus de 100 000 personnes) et le 24 mai (plus de 3 000 tonnes de bombes réduisirent 44 km² en un tas de cendres).

Qui s'étonnera alors qu'à Los Alamos, réuni les 10 et 11 mai 1945 sous la direction de Robert Oppenheimer et du Général Leslie Groves, l'administrateur du *Manhattan Project*, le *Target Committee* ait établi sans état d'âme la liste des cibles à proposer au Secrétaire à la Guerre pour les deux bombes en cours de fabrication (la troisième était destinée à tester la solution plutonium dans le désert du Nouveau-Mexique) ? La ville de Kyôto, centre culturel historique du pays avait alors été placée en tête de liste – *AA Target* – car très peuplée et, selon les mots vaniteux d'Oppenheimer rapportés dans les minutes de la session, « elle présentait l'avantage d'être un centre intellectuel du pays où les gens étaient aptes à apprécier la signification d'une arme telle que 'Gadget' ». L'absence d'installation militaire dans cette ville conduisit les décideurs de Washington à la remplacer le 28 mai par le port d'Hiroshima.

Alors que les scientifiques de l'équipe du *Metallurgical Lab* de Chicago demandaient, pour des raisons morales, à être associés aux décisions sur l'usage des bombes, quelques hauts gradés mis au courant de la décision de les larguer sur des villes trouvèrent à objecter ; parmi eux le *Generalissimo* sur le front européen, Dwight Eisenhower, au motif que le Japon était aux abois et qu'il s'en fallait de quelques semaines avant qu'il ne soit contraint de capituler. De plus, Eisenhower était conscient et témoin de l'inefficacité militaire de la stratégie anti-cité et ne voyait aucun intérêt à attirer l'opprobre de l'opinion mondiale sur les Etats-Unis en anéantissant deux villes avec ces nouvelles armes surpuissantes dont toutes les lois admises de la guerre interdisaient l'usage, *a fortiori* contre des populations civiles.

Une arme de politicien, Phase 1

L'histoire l'a prouvé. Toute la séquence d'événements entre la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945, et le 6 août suivant en apporte mille preuves : les enjeux politiques ont prévalu dans les calculs et la décision de Harry Truman. La chance a joué en sa faveur. Il s'en est en effet fallu de quelques jours que Staline ne rafle la mise et n'obtienne sans conteste possible la capitulation du Japon. Sérions rapidement les principaux actes, entremêlés, du drame :

0. Les revers majeurs de l'armée impériale et leurs conséquences politiques (19/6/44-01/4/45)

Les 19 et 20 juin 1944, la flotte japonaise est pratiquement anéantie dans la bataille navale qui précède la prise des Îles Mariannes dans la Mer des Philippines. La chute du gouvernement

ultra-militariste de Tojo s'en suit et des partisans de la recherche de la paix font leur entrée dans le nouveau cabinet, dirigé par Koiso. L'attaché militaire japonais à Stockholm approche le prince Folke Bernadotte pour discuter une médiation du roi en faveur de la fin des hostilités ; sans suite. Les dirigeants japonais croient encore aux armes miracle des Allemands et pensent que, si la guerre va être perdue, ce sera à des conditions négociées. En mars 1945, est envisagée la demande d'une médiation à la Chine, à qui on proposerait en échange le retour à la situation d'avant 1931, avant l'agression japonaise et la création du Mandchoukouo ; sans suite.

Le 1^{er} avril, Okinawa tombe et une semaine plus tard Koiso est remplacé par Suzuki. Tant que l'Allemagne reste en guerre, les partisans de la paix font profil bas par crainte d'un coup d'État militaire. De toute façon, la capitulation sans conditions qu'exigent les Alliés est inacceptable, y compris par ceux qui cherchent les voies de la paix.

1. La diplomatie et le renseignement

Considérons la situation au début de la Conférence de Potsdam qui réunissait les quatre alliés, Staline, Truman, Churchill et Chang Kaï Shek. L'essai réussi de 'Gadget' à Alamogordo a eu lieu la veille de son ouverture, le 17 juillet 1945. Le Japon fait savoir le même jour qu'il se battra jusqu'au bout si les Alliés continuent d'exiger une reddition sans condition.

Grâce à la bande d'espions des *Cinq de Cambridge* et à son relai londonien, John Cairncross, Staline sait tout du *Manhattan Project*, sauf la date à laquelle les américains seront en mesure de larguer les bombes atomiques².

Truman ne sait pas que Staline sait. En revanche il a eu vent des recherches japonaises d'une médiation. La dernière en date est en cours à Moscou : Tokyô y a dépêché l'ancien Premier ministre, le Prince Konoye, partisan de la paix évincé par le parti militariste avant l'invasion de la Chine, pour négocier une médiation soviétique. A Yalta, en février 1945, Staline avait promis à Churchill et Roosevelt de dénoncer le Traité de neutralité avec le Japon, signé le 13 avril 1941, dans un délai de trois mois après la capitulation de l'Allemagne, le temps nécessaire pour exécuter la bascule stratégique d'Ouest en Est à travers la Sibérie. Il quitte Moscou sans recevoir Konoye...

Churchill, mis au courant du succès de 'Gadget' durant la nuit du 16 au 17 juillet, prie Truman de révéler à Staline l'imminent bombardement atomique du Japon. Truman prend Staline à part et n'évoque que la réalité d'une puissante arme nouvelle. Staline comprend qu'il ne peut faire confiance aux américains. Il est plus que jamais décidé à hâter la réouverture des hostilités à l'Est pour envahir le Japon avant que les américains n'aient eu le temps d'effectuer une frappe atomique.

La Conférence s'achève par un ultimatum lancé au Japon par les trois alliés, USA, Chine et Grande Bretagne : la capitulation sans condition.

La course de vitesse entre américains et soviétiques atteint son *climax*. Chacun pressent qu'il en va de la zone d'influence dans laquelle tombera le Japon.

2. La situation stratégique

Le Japon est aux abois. Sa flotte de guerre n'est plus qu'un souvenir englouti dans les eaux philippines. Son industrie aéronautique est incapable de compenser les pertes de l'aviation. Le carburant vient à manquer. Les armes ultimes, les avions-fusée suicides, ne font qu'égratigner la gigantesque flotte réunie par l'US Navy. L'armée ne peut qu'opposer une résistance terrestre acharnée aux débarquements de l'US Army sur les îles conquises au début de la guerre. La défaite est inéluctable.

Tablant sur la solidité du Pacte de neutralité de cinq ans de 1941, les défenses du Nord de

² La construction du complexe de production de plutonium a commencé dès l'automne 1944 à Mayak. La bombe soviétique sera la réplique de 'Gadget' ; la réputation de Kurchatov est indue, un pur produit de la fabrique soviétique de héros : il n'est que le receleur opportuniste des rapports envoyés de Los Alamos via Londres.

l'Archipel, hors de portée des bombardiers stratégiques américains B26 et B29, ont été dégarnies. Les stratèges ont évalué les risques : si les russes attaquent, il mettront moins d'une semaine pour conquérir l'Île du Nord !

Côté américain on applique un plan évidemment indépendant de l'usage d'une bombe dont la disponibilité et l'efficacité restent incertaines. L'analyse des forces montre que le Japon sera contraint de demander la capitulation, avant même sans doute le débarquement programmé pour l'automne sur l'île de Kyushu. Le pays est exsangue, la population affamée, les réserves stratégiques quasi épuisées. A Washington, depuis le 21 juin, Truman peaufine le discours qui annoncera au monde le bombardement de Hiroshima. Il s'agit de ne pas faire perdre la face à l'Armée impériale, en mettant sur le compte de l'avance scientifique américaine son pouvoir de contraindre l'Empereur à la capitulation, s'il tient à éviter la destruction totale de son pays.

3. La première frappe et l'absence de réaction japonaise

Le renseignement japonais suspectait l'éventualité d'un bombardement de type nouveau sur Hiroshima, un port militaire bizarrement épargné jusqu'alors. A Tokyo, l'Empereur n'est informé que lors de la réunion du Conseil du 7 août que la ville a été en grande partie détruite la veille par un bombardement atomique. Une 67^{ème} ville anéantie par l'aviation US ; rien de singulier. Les discussions sur la réponse à donner à l'ultimatum de Potsdam reprennent sans qu'un consensus ne se dégage.

4. La rupture du Pacte de Neutralité de février 1941 entre URSS et Japon et l'entrée de l'Armée rouge en Mandchourie le 8 août 1945

La nouvelle arrive à Tokyo le lendemain 9 août à 7h, déclenchant une panique générale au sein du gouvernement. Moscou n'est plus neutre : la stratégie retenue tombe à l'eau ! Réunions et conférences s'enchaînent sans interruption. Les partisans de la paix sont en meilleure position, mais la menace d'un coup d'État militaire plane toujours. À 23h30, Suzuki demande que l'empereur se prononce. À 3 heures du matin, le 10 août, l'avis de Shōwa Tennō (nom de règne de Hirohito) s'impose. La conférence est close. À 7 heures, l'acceptation des termes de la déclaration de Potsdam est envoyée aux Américains via l'ambassade du Japon à Berne. Le bombardement de Nagasaki, qui a eu lieu le matin du 9 à 11h02, n'a pas été évoqué...

5. Le « sauvetage » du Japon grâce à l'arme atomique

Staline est pris de vitesse. Il est lié par les termes de la déclaration de Potsdam. Saisissant la perche tendue par Truman dans son discours annonçant le bombardement de Hiroshima, l'Empereur a trouvé les mots pour faire accepter la capitulation à son peuple. C'est aux américains qu'il se rend, pas aux russes stoppés ainsi tout net dans leur élan.

Un tel dénouement, dicté par les hasards de la guerre, ces fameuses « frictions » où Clausewitz trouvait les causes de bien des bifurcations dans les conflits, est paradoxal : sans la dénonciation du Pacte de neutralité soviéto-nippon de février 1941, les hostilités se seraient poursuivies jusqu'à l'épuisement du potentiel militaire du Japon. En offrant à l'Empereur l'excuse de la supériorité scientifique américaine, le bombardement de Hiroshima a contraint l'Etat-major de l'armée impériale à accepter une capitulation devenue, *ipso facto*, presque honorable. Truman était réputé être un joueur de poker hors pair...

Si s'en remettre aux soviétiques avait été l'option retenue, alors les bombardements de Hiroshima et Nagasaki n'auraient servi qu'à la destruction de deux villes et à faire le malheur de leurs habitants. La bombe n'a pas arrêté la guerre ; elle a privé Staline de sa part de gâteau.

Une arme de politicien, Phase 2... mais aussi de physicien : la bombe H

Considérant les ressources humaines exceptionnelles dont avait bénéficié le *Manhattan Project*, et le coût colossal du programme, les Américains étaient persuadés qu'il faudrait une dizaine d'années avant qu'une autre puissance, en l'occurrence l'URSS, la Grande-Bretagne ou

la France, autant de pays ruinés par la guerre, ne réussisse à se doter d'une arme atomique. Ils se contentèrent donc de ne fabriquer que quelques dizaines de bombes, essentiellement pour réaliser des essais visant à perfectionner leurs dispositifs de mise à feu, mieux calibrer leur puissance, tester leurs effets dans différentes configurations et réduire leurs dimensions et poids.

Cependant, l'engouement pour l'énergie atomique était général. On en imaginait mille applications, d'autant que des raisonnements simplistes bien reçus concluaient à sa quasi gratuité. Tant et si bien qu'un opposant aux bombardements de Hiroshima et Nagasaki aussi réfléchi (mais ignare en matière de science) que Dwight Eisenhower en était venu dès la fin de l'année 1945 à estimer que, tant sur le plan économique que militaire, investir massivement dans l'énergie atomique assurerait au moindre coût le maintien de la suprématie commerciale et militaire des Etats-Unis.

Le 29 août 1949, Moscou annonce en fanfare la réussite de l'essai *Premier Eclair*, d'une puissance de 22 kt, équivalente à celle de la bombe larguée sur Nagasaki... et pour cause !

Stupeur et inquiétude à Washington. Edward Teller, qui militait depuis 1940 pour le projet de bombe H, contre ceux qui, comme Oppenheimer, le rejetaient au motif que ce serait une arme de génocide, obtint qu'on l'engageât. Le premier dispositif H américain, de 10 Mt, fut testé avec succès le 1^{er} novembre 1952, trois jours avant l'élection d'Eisenhower à la présidence des États-Unis. La physique imprime le *tempo*, à Washington, à Moscou et ailleurs.

Le 12 août 1953, l'URSS fait exploser une bombe H rudimentaire de 400 kt. La réaction américaine est brutale et spectaculaire : un type de bombe thermonucléaire à trois étages, fission-fusion-fission, dont le premier essai, le tir *Bravo* du 1^{er} mars 1954 sur l'atoll de Bikini, est un succès total : 15 Mt... et l'engin est transportable.

La course aux armements entre deux adversaires défendant des idéologies irréductibles s'emballe. La violence des récents combats en Corée montre que les régimes communistes sont prêts à tout pour étendre leur domination. On se prépare à l'embrasement décisif d'une Troisième Guerre Mondiale, atomique celle-la. Le cadre politique est celui d'une guerre civile universelle : on ne négocie pas. Néanmoins, on se résout de part et d'autre à une montée aux extrêmes symbolique, au sens où, selon Clausewitz, les belligérants potentiels n'ouvrent pas des hostilités dont l'issue est aussi incertaine que leurs coûts humain, politique et économique seraient injustifiables. Les conflits auront lieu par procuration, soit directement entre les clientèles d'une super-puissance avec les troupes de l'autre (Vietnam, Afghanistan), soit indirectement comme en Angola.

La bombe n'est pas faite pour servir au combat ! Ce n'est donc, par définition, pas une arme militaire.

Des complexes militaro-industriels autonomes dotés de bombes atomiques

Nicola Machiavel a consacré un ouvrage, *L'art de la guerre*, à des examens approfondis des rapports entre la classe militaire, le gouvernement et la société, et de la conduite de la guerre. Républicain de cœur, il s'était attaché, tout comme dans *Le Prince*, à décrire les risques que l'accumulation sans borne d'un pouvoir fait courir à la société. Concernant les hommes qui se nourrissent de la guerre et de l'effort de guerre, il remarque :

« Pour vivre, ils sont alors forcés d'agir comme s'il n'y avait point de paix, à moins qu'ils ne se soient engraisés pendant la guerre de manière à ne pas redouter la paix. Certes, ces deux moyens d'exister ne conviennent guère à un homme de bien. (...)

Leurs chefs ayant besoin d'éloigner la paix imaginent mille ruses pour faire durer la guerre... ».

Lorsqu'il s'agit de la séquence historique appelée *Guerre froide*, ces phrases s'appliquent très

directement aux groupes sociaux auxquels elle profite : les centres de recherche en physique nucléaire, l'industrie lourde pourvoyeuse d'installations de production de matières fissiles et ses syndicats, les chantiers navals militaires et leurs syndicats, le secteur aérospatial et ses syndicats, les forces armées nucléarisées, et... les ministères et administrations « de tutelle ».

Eisenhower, dont les décisions durant ses deux mandats avaient fait passer l'arsenal atomique américain de 841 charges en janvier 1953, d'une puissance totale de 50 Mt, à 18 638 charges représentant 21 491 Mt en janvier 1961, alertait assez naïvement son successeur sur l'autonomie acquise par le complexe militaro-industriel. De même Youry Andropov, nouvellement élu Secrétaire Général du PCUS, prévenant son ami Mikhaïl Gorbachov, promis à un bel avenir, contre le pouvoir incontrôlable de l'équivalent soviétique.

Plus près de nous, dès 1956 le complexe CEA-Avions Marcel Dassault avait commencé, hors tout processus démocratique, le développement du système d'arme atomique Bombe A – Mirage IV, dont De Gaulle hérita à son arrivée au pouvoir en 1958. Ce dernier n'en était pas satisfait : pas assez dissuasif. Il rognait les ailes de Dassault au profit de l'Aérospatiale et des chantiers navals, et imposa au CEA d'accélérer la mise au point d'une bombe H. Fin 1969, De Gaulle quitte le pouvoir. Dassault, Aérospatiale et le CEA obtiennent immédiatement un quasi doublement du financement des systèmes d'arme atomique tactique : missile Pluton, Mirage N. Le programme du missile *Hadès*, destiné à remplacer les *Plutons* comme arme censée bloquer un déferlement de divisions blindées soviétiques, est lancé par Mitterrand en 1984. L'autonomie du lobby militaro-industriel français est telle que le virage de la détente pris en 1985 par l'administration Gorbachov n'eut aucune influence sur le développement de ce nouveau missile, qui, pourtant, ne put être déployé qu'en 1991, après la désintégration de l'URSS... Et les unités ne furent démantelées qu'en 1997 !

Concernant le pouvoir militaro-industriel soviétique, Gorbachov note dans ses mémoires à propos de la crise des euro-missiles (1977-1987) :

« Quel que fût le prétexte à leur implantation [les SS20], des hommes comme Andropov, Gromyko et Kossyguine devaient bien se rendre compte des conséquences. Or personne ne calcula réellement la réaction possible de l'Occident. Ou plutôt, sous la pression du complexe militaro-industriel, ils décidèrent de se lancer dans cette aventure impardonnable en pensant peut-être que, à l'Ouest, les pacifistes parviendraient à empêcher les mesures de rétorsion. »

Partout dans le monde, aux USA, en Russie, en France, en Grande-Bretagne, en Chine, au Pakistan, en Inde, en Israël, là où un gouvernement a décidé un jour de doter le pays de l'arme atomique et donné au secteur militaro-industriel les moyens de se développer et de capter les ressources nécessaires à sa pérennité, ce dernier est devenu sacro-saint. Le pouvoir nucléaire est le sien propre, au nom du pays, bien entendu ! Son arme : un arsenal intouchable de bombes atomiques.

De la guerre

Vaste sujet. Une activité nécessaire, multiforme, évolutive. La guerre entre Etats est déterminée par la poursuite d'un ou plusieurs objectifs : les buts de guerre. L'agresseur a évidemment les siens (l'exemple de la première Guerre du Golfe en 1991 est à cet égard éclairant), mais l'agressé aussi, qui va définir les limites de sa réaction. Ensuite, les opérations obéissent à une grammaire : l'art de la guerre.

L'art de la guerre est un véritable art. La grammaire en est riche et évolutive ; si riche et si évolutive qu'il serait vain d'en tenter ne serait-ce qu'un résumé ou un digest. On peut cependant en rappeler l'objet en une phrase : neutraliser les forces armées de l'adversaires pour le contraindre à capituler.

Le problème que pose l'usage de l'arme atomique dans un conflit entre Etats atomiques tient

en ce qu'en cas de montée aux extrêmes, aucune issue victorieuse n'est envisageable, sinon une victoire à la Pyrrhus dont le prix serait équivalent à celui d'une défaite totale. Certes, comme l'a démontré Clausewitz, il n'y a jamais montée aux extrêmes, mais avec l'arme atomique l'ingérable surviendrait bien avant l'étape ultime. Quant à recourir à cette arme dans un conflit avec un Etat non nucléaire, l'histoire a démontré que c'est, depuis les bombardements de Hiroshima et Nagasaki, politiquement injustifiable, même quand on est en très vilaine posture, comme les Américains en Corée ou au Vietnam... voire en Somalie, et les Russes en Afghanistan. Perdre est préférable à gagner... et que gagnerait-on ?

La pensée stratégique chinoise, plus que toute autre, démontre l'inanité et l'obsolescence des arsenaux nucléaires, alors qu'on n'en a jamais utilisé la moindre charge. Deux jalons :

1. En 1999, dans *La Guerre hors limites* les auteurs, officiers supérieurs de l'Armée de l'air Qiao Liang et Wang Xiangsui, écrivaient notamment : « ... *l'arme nucléaire a pris l'humanité à son propre piège. La puissance nucléaire est devenue l'épée de Damoclès suspendue au dessus de la tête de l'humanité, qui nous oblige à nous demander si nous avons vraiment besoin d'armes hyper-destructrices ? Quelle différence y a-t-il entre tuer l'ennemi une fois et le tuer cent fois ? Que signifie battre un ennemi si cela revient à détruire le monde ? Comment éviter une guerre qui déboucherait sur notre ruine à tous ? (...)*

Les hommes s'efforcent de trouver une nouvelle approche dans l'élaboration d'armements qui seraient non seulement efficaces mais qui permettraient aussi d'exercer un contrôle sur leur capacité de destruction. (...)

La Déclaration universelle des droits de l'homme (...) et la cinquantaine de conventions qui y sont associées ont établi (...) que l'emploi d'armes nucléaires est une violation grave du 'droit à la vie' et représente un 'crime contre l'humanité' ».

2. Dans sa célèbre interview publiée en mai 2020 à Hongkong par la revue *Bauhinia*, rapportée sous le titre assez impropre *La Chine dominera le monde* par la revue *Conflits*, l'auteur Qiao Liang, Directeur du *Conseil pour les recherches sur la Sécurité nationale*, examine les domaines multiples où mener des guerres, en relation avec l'importance prise par l'évolution des techniques et l'interdépendance internationale. Ce que l'on ne peut s'empêcher de remarquer : l'absence des mots *atomique* ou *nucléaire*. Les armes atomiques ont disparu de l'exposé de la pensée de cet éminent stratège, 20 ans après qu'il en ait constaté l'impuissante efficacité destructrice. Ce n'est pas par oubli !

Morale

Nos dirigeants manquent de courage et de vision. Ils sont les arrogantes victimes de la fascination dans laquelle les plonge la détention de la mallette des codes. Se séparer de ce gadget aussi mystérieux et inquiétant que prestigieux à leurs yeux ne saurait leur venir à l'esprit... pire qu'une castration ! En France, tout Président fraîchement élu s'en va *illico* recevoir l'onction atomique à l'Île-Longue, ou en se faisant hélitreuiller sur un des sous-marins de la Force stratégique, quand il n'y fait pas une petite croisière initiatique. Ce rituel évoque le sacre des souverains de droit divin par l'Archevêque de Reims. Nos Présidents se prétendent, eux, de droit atomique.

Le pays a les dirigeants qu'il mérite : sa majorité a sombré depuis un bon siècle dans le culte de la radioactivité – le radium – puis de l'énergie atomique, qu'elle considère comme les apports historiques de ses savantes et savants au progrès et au bénéfice de l'humanité. Elle imagine que leurs applications industrielles – bombes et centrales – garantissent la souveraineté, la grandeur et l'indépendance du pays, comme tous les bons esprits le lui rabâchent dans un bégaiement unanime. Au Sahel aussi ?